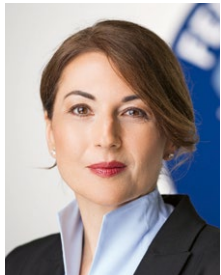


Journée thématique pendant l'Assemblée des délégués 2026 →

Que disent nos hôtes à propos du fédéralisme?

En plus de l'Assemblée des délégués ordinaire, la deuxième journée est consacrée à la journée thématique. Nous nous penchons lors de chaque édition sur un sujet d'actualité, que nous analysons sous différents angles. Le fédéralisme a fait l'objet de nombreuses discussions ces derniers mois, notamment en lien avec la plateforme de consultation policière POLAP. La question de savoir si le fédéralisme constitue un obstacle au travail policier ou non sera débattue par nos invités. Trois des quatre intervenants nous ont déjà transmis une brève prise de position.

Texte : Alexia Hungerbühler ; photos : mad



Eva Wildi-Cortés

Directrice Office fédéral de la police fedpol

Le fédéralisme est une force dans la lutte contre la criminalité et un avantage décisif pour la sécurité intérieure. Les polices cantonales et locales sont proches de la population, elles détectent rapidement les évolutions et agissent vite. fedpol apporte la perspective nationale et internationale, met en réseau les informations et coordonne là où la criminalité ne connaît depuis longtemps plus de frontières.

Cette collaboration fonctionne déjà bien aujourd'hui – pensons aux vols de voitures de luxe qui font presque chaque semaine la une de l'actualité. Ou aux attaques contre les distributeurs automatiques de billets. Dans les deux cas, des auteurs ont pu être identifiés grâce à la coopération. Les opérations communes et les coopérations internationales montrent ce qui est possible lorsque tous les niveaux travaillent étroitement ensemble.

En même temps, nous devons être honnêtes : la menace devient plus complexe, le nombre de cas augmente, les criminels agissent de manière toujours plus interconnectée et exploitent les technologies les plus récentes. Pour que le fédéralisme reste une force à l'avenir, nous devons continuer à développer la collaboration : avec un échange d'informations plus rapide, des priorités communes et un renforcement de nos compétences.

Avec la plateforme de consultation policière POLAP et la stratégie nationale de lutte contre la criminalité organisée, nous suivons cette voie. L'objectif n'est pas moins de fédéralisme, mais un fédéralisme qui fonctionne encore mieux – coordonné, efficace et performant.



Marius Weyermann

Commandant de la Police cantonale de Zurich

Le fédéralisme en Suisse n'est pas une hypothèse, mais une réalité vécue. Vouloir le supprimer impliquerait de redéfinir des orientations politiques fondamentales. Mener ce débat n'est pas du ressort de la police et cela ne résout pas non plus les questions de sécurité actuelles. La question décisive est donc la suivante : comment gérer efficacement le fédéralisme ?

À mes yeux, le fédéralisme présente de grandes forces dans le travail policier : un ancrage local, une proximité avec la population, une connaissance des spécificités régionales et une forte légitimité démocratique.

Cependant, notre mission, garantir la sécurité intérieure, est aujourd'hui plus interconnectée que jamais. Comme nous le savons tous, la criminalité ne connaît pas les frontières cantonales. Les défis liés au fédéralisme sont connus : bases légales différentes, interfaces techniques, processus et priorités. Mais beaucoup de ces obstacles peuvent être surmontés, grâce à des standards, des systèmes interopérables et des responsabilités clairement définies.

Mon expérience le montre : le principal facteur de réussite réside dans l'attitude de chacune et chacun. La collaboration fonctionne là où existent volonté, respect et sens partagé des responsabilités.

Notre réponse ne doit donc pas être : « centralisation à tout prix », mais : « coopération efficace ». Un fédéralisme fort nécessite des partenariats solides.

Si nous exploitons les forces du système et vivons pleinement la collaboration, alors le fédéralisme n'est pas un obstacle à la sécurité intérieure, mais un avantage profondément ancré dans le système suisse.



Föderalismus: ein Hindernis für die innere Sicherheit?
Le fédéralisme : un obstacle à la sécurité intérieure ?
Federalismo: un ostacolo alla sicurezza interna?



Pascal Lüthi
Directeur OFDF

Le fédéralisme n'est pas un obstacle à la sécurité intérieure – au contraire : il en est l'une des conditions essentielles. La Suisse fonctionne parce que les compétences sont clairement définies : la Confédération, les cantons et les communes assument des tâches précises. La sécurité naît là où les responsabilités sont assumées – et cela suppose des compétences clairement attribuées.

Le fédéralisme atteint ses limites lorsque les menaces ne connaissent pas de frontières de compétence – par exemple en matière de criminalité transfrontalière, de migration ou de risques hybrides. Dans ces cas, une coordination nationale, une action concertée et une collaboration cohérente sont indispensables. Cela se manifeste particulièrement dans le domaine de la police des frontières, où l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières apporte, par son travail, une contribution importante à la sécurité intérieure. En parallèle, il dépend d'une étroite collaboration avec les corps de police cantonaux et les autres autorités compétentes.

J'en suis convaincu : le fédéralisme et la sécurité intérieure ne sont pas en contradiction. Il existe toutefois un potentiel pour une meilleure coordination des tâches et des compétences, ainsi que pour une collaboration plus systématique – notamment face à des exigences croissantes et à des ressources de plus en plus limitées. ←